

CONVENTION 2019

Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Agence d'Urbanisme Atlantique & Pyrénées

ENTRE :

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour, représenté par son Président, Monsieur Claude Olive, dûment autorisé par délibération du Conseil Syndical en date du

ci-après dénommé le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour ou SMPBA

d'une part,

ET :

L'Agence d'Urbanisme Atlantique & Pyrénées, association ayant son siège social à Bayonne, 2 allée des Platanes, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie MOTSCH, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 18 des statuts de l'association,

ci-après dénommée l'Agence d'Urbanisme ou AUDAP

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées (AUDAP) a pour missions, au service de ses membres, de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement durables, à l'élaboration des documents d'urbanisme notamment de planification territoriale et thématiques, et de préparer les projets d'agglomération dans un souci de cohérence et d'articulation des politiques publiques à toutes les échelles territoriales.

L'AUDAP est un outil d'ingénierie partenarial (sous forme d'une association Loi 1901), dont les membres sont majoritairement des collectivités. Celles-ci déterminent ses missions et décident chaque année d'un programme partenarial d'activités. L'intérêt des membres est de disposer d'une ingénierie implantée durablement sur le territoire, et qui a, de fait, une forte connaissance du territoire, de ses acteurs, de ses enjeux et des politiques qui y sont conduites.

Le projet d'agence sera mis en place pour la période 2019/2023. Il est travaillé avec les membres de l'AUDAP et confirme le rôle de l'agence d'urbanisme comme outil d'ingénierie publique partagée, outil d'aide et de conseil qui concourt à un partenariat mutualisé et renforcé entre les collectivités.

L'AUDAP, outil au service des territoires, contribue à la transversalité entre les différentes démarches engagées pour un même territoire et travaille à l'imbrication des échelles pour la recherche d'une cohérence d'ensemble dans l'intervention des collectivités. Le nouveau projet d'agence est marqué par une évolution souhaitée dans le modèle du partenariat, avec une part plus importante accordée aux missions mutualisées, entre tout ou partie des membres et partenaires de l'AUDAP.

L'objet de la présente convention entre le Syndicat des mobilités Pays Basque Adour est de définir l'intérêt du SMPBA aux missions du programme partenarial d'activité de l'AUDAP et de fixer sa contribution financière à sa réalisation pour l'année 2019.

ARTICLE I – MISSIONS INTERESSANT LE SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE ADOUR EN 2019

1. L'accompagnement à la construction des projets et des politiques des territoires :

En 2019, le SMPBA sollicite un volume de **360 jours de travail**.

Différents sujets, listés ci-après seront abordés. Une priorité est donnée au PDU dont le SMPBA envisage l'arrêt en décembre 2019.

a- La finalisation du PDU

L'Agence est confirmée dans ses différents rôles :

- d'assistance à maîtrise d'ouvrage (dont environnementale mais hors AMO juridique),
- d'animation (hors temps de concertation grand public),
- de production de pièces constitutives du projet (hors pièces environnementales),
- d'assembler.

L'Agence d'urbanisme se chargera de :

- l'actualisation et la finalisation du diagnostic,
- l'animation et la production de trois champs thématiques,
- la rédaction du plan d'actions,
- le partage des actions envisagées avec les territoires,
- l'assemblage final des documents,
- l'AMO, animation et contributions diverses.

b- L'accompagnement à la mise en place de l'observatoire du PDU

Le PDU devra disposer :

- d'indicateurs de suivi qui alimenteront l'observatoire du PDU, outil obligatoire permettant l'évaluation de la mise en œuvre du projet et de ses impacts,
- d'un T0 donnant une indication du niveau actuel, avant mise en œuvre du projet.

L'AUDAP accompagnera le syndicat dans la mise en place de cet observatoire et du T0.

c- La poursuite du travail « Portrait en mouvement » : vers une Charte d'aménagement et de développement durable.

Le travail engagé en lien avec l'Agglomération Pays basque et le Syndicat de SCoT Pays basque – Sud Landes sera poursuivi. Il alimentera la partie « territoire » du diagnostic du PDU et permettra de partager un socle commun de projet.

d- La mission inter-syndicats

La mission, en partenariat avec le Syndicat de mobilité Pau Béarn Pyrénées est maintenue avec notamment pour objet de poursuivre :

- le travail sur les plans de mobilité en entreprises,
- les rencontres entre syndicats.

e- La marche : tous piétons ! - Mission d'avenir

L'AUDAP réunit ses membres autour de plusieurs sujets mutualisés. Parmi ceux-ci, l'Agence propose une réflexion sur le thème de la marche en tant que pratique de mobilité du quotidien. Des enquêtes et visites terrain permettront de mettre en évidence les besoins et les pistes d'actions pour des pratiques plus confortables et sécurisées. Cette démarche sera menée en partenariat avec le Syndicat de mobilité Pau Béarn Pyrénées, la Communauté de communes du Pays de Nay et la Communauté de communes du Seignanx et sera poursuivie en 2020.

f- La démarche d'études mobilité estivale

La démarche, en suspens, visera à relancer le comité technique, réunissant l'ensemble des partenaires associés, dans le but de partager des éléments conclusifs et de s'accorder sur la manière de les restituer aux territoires.

g- Les études de faisabilité et d'insertion paysagère des pôles d'échanges

Dans le cadre de la réalisation de pôles d'échange le long de la voie ferrée de la Nive, l'AUDAP est mobilisée pour proposer des solutions d'aménagement et d'intégration paysagères des équipements prévus à moyens et longs termes. Cette mission pourra préfigurer d'autres interventions.

h- L'accompagnement à l'action Cœur de ville - Bayonne

Au titre du programme Cœur de ville, le Syndicat pourra être amené à accompagner la Ville de Bayonne sur des éléments tels qu'un micro-PDU. L'Audap pourra être mobilisée dans un rôle à définir.

i- Vers une enquête ménages déplacements

L'AUDAP est mobilisée pour préparer une future enquête sur les pratiques de mobilité. Elle aura pour mission d'aider le Syndicat dans le choix :

- des objectifs d'enquête,
- de ou des méthodes d'enquête,
- du périmètre d'enquête, en recherchant notamment une portée transfrontalière.

Elle accompagnera également le Syndicat dans :

- la constitution du partenariat d'enquête,
- la mobilisation de financements dédiés.

Enfin, sur la base des différentes démarches en cours (Portraits en mouvement...) l'Agence fera des propositions de découpage des secteurs d'enquête afin de nourrir l'ensemble des démarches de projets des territoires.

2. Connaissance territoriale et mutualisation de la donnée :

Poursuite des dispositifs « Observatoire 64 » comprenant le développement de l'information géographique. L'Observatoire 64 a pour objet la collecte ou l'acquisition, à titre gracieux ou payant, de données par l'AUDAP, la mise à disposition de ces données à ses membres, leur analyse et leur diffusion sous des formes diverses (site dédié, Notes de l'Observatoire, portraits statistiques des territoires...).

L'AUDAP assure, à la demande de ses partenaires, un volet pédagogique comprenant des publications, conférences et animations du programme partenarial, notamment en lien avec l'appropriation des thématiques et enjeux de développement.

L'AUDAP proposera annuellement une rencontre auprès des instances, conseil syndical ou bureau, afin de présenter des éléments de la connaissance territoriale intéressant le territoire du SMPBA. Une thématique de présentation sera choisie conjointement qui permettra de montrer, à partir des outils de la connaissance territoriale de l'agence et de ses nombreuses bases de données, les évolutions en cours sur le territoire.

ARTICLE II – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention court dès sa signature, jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE III – PROGRAMME PARTENARIAL D'ACTIVITE DE L'AUDAP

Le programme partenarial d'activité de l'AUDAP est approuvé chaque année par l'assemblée générale. Le programme 2019 qui a été présenté à l'assemblée générale du 13 décembre 2018 prévoit des travaux qui pour certains ont des durées pluriannuelles et qui se prolongeront sur les années suivantes.

ARTICLE IV – MONTANT DU FINANCEMENT DU SMPBA

Le programme partenarial d'activité de l'AUDAP pour 2019 est financé principalement par les membres de droit, l'Etat, la Région Nouvelle Aquitaine, le Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques, les deux communautés d'agglomération (CAPBP et CAPB), ainsi que par les membres adhérents (syndicats mixtes de transport urbain, syndicats de SCoT et Communautés de communes adhérentes), complété par des financements d'établissements publics intéressés à certaines missions de l'Agence (ADEME, AEAG...).

La contribution financière attendue du Syndicat des mobilités Pays Basque Adour à la réalisation du programme partenarial d'activité de l'Agence d'Urbanisme est fixée pour l'année 2019 à **151 200 €**.

Soit **360 jours** affectés aux activités spécifiques du SMPBA ou partenariales, partagées avec d'autres membres de l'AUDAP.

Cette subvention, valant cotisation associative à l'AUDAP, est non assujettie à TVA.

ARTICLE V – MODALITÉS DE REGLEMENT

Le financement ouvre droit à 360 jours de travail, dont un décompte régulier sera transmis au Syndicat avec un prévisionnel et un réalisé. Un bilan de cette activité sera adressé en fin d'année.

Le financement prévu à l'article IV sera réglé par versements successifs :

Cette subvention fera l'objet de trois versements :

- **40%** à la signature de la convention,
- **30%** avant le 31 juillet de l'exercice,
- **le solde au plus tard au 1er décembre de l'année d'exercice**, après transmission d'un état d'avancement du programme partenarial de travail, validé par le Bureau de l'AUDAP.

Le SMPBA se libérera des sommes dues par virement au compte :

Compte n° 42559 10000 08003687440 66

IBAN FR76 4255 9100 00080036 8744 066

GROUPE CREDIT COOPERATIF

Agence de Bayonne - 36, Allées Marines - BP 305

64103 BAYONNE cedex

ARTICLE VI – MODALITES DE CONTROLE

L'AUDAP s'engage à fournir au SMPBA après adoption par son assemblée générale, signés par la Présidente ou toute personne habilitée :

- le rapport d'activités de l'année N-1,
- les comptes de résultats et bilans de l'année N-1,
- une note d'évaluation de l'exécution du programme partenarial de travail de l'année N-1,
- le budget prévisionnel de l'exercice considéré,
- les contributions non financières dont dispose l'agence pour la réalisation du programme partenarial de travail pour l'exercice considéré (mise à disposition, de personnels...)
- le rapport moral et financier de la dernière assemblée générale.

Le SMPBA peut s'assurer, à tout moment, du respect des obligations énoncées dans la présente convention.

L'AUDAP doit faciliter le contrôle, par le SMPBA, des objectifs poursuivis et de la réalisation des actions, par tous moyens à sa convenance. Elle devra notamment, avant la clôture de chaque exercice comptable, fournir au SMPBA un rapport provisoire sur l'exécution du programme ayant donné lieu au versement de la participation financière, ainsi que les résultats provisoires du compte de résultat et de bilan de l'exercice considéré.

ARTICLE VII – PROGRAMME COMPLEMENTAIRE

Dans la perspective d'élaboration et de développement de nouvelles actions, en cours d'exercice, générant un besoin de financement supplémentaire, l'AUDAP peut, sur la base d'une demande circonstanciée et argumentée, solliciter un financement complémentaire de ses membres pour la conduite de ses missions. Un avenant à la convention annuelle d'objectifs est alors élaboré.

Par ailleurs, l'organisation et/ou le suivi d'actions de promotion et d'aménagements spécifiques, initiés par le SMPBA, nécessitant le soutien fonctionnel et/ou opérationnel de l'AUDAP, peuvent s'inscrire dans un programme complémentaire ou modificatif et peuvent, si nécessaire, faire l'objet d'un financement complémentaire du SMPBA.

ARTICLE VIII – DENONCIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des dispositions ci-avant, celles-ci disposent de la faculté de procéder, après mise en demeure restée sans effet au-delà d'un mois, à la dénonciation de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de 3 (trois) mois. La résiliation de la présente convention entraînera de plein droit le remboursement des sommes non utilisées.

Le SMPBA et l'AUDAP peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention, en informant l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La convention prend fin dans les 4 mois suivant la notification de la résiliation dûment motivée.

Le contrôle du SMPBA peut éventuellement donner lieu à restitution à tout ou partie des sommes déjà versées à l'AUDAP, faisant suite à une mise en demeure écrite dans les cas suivants :

- utilisation de la participation non conforme à l'objet social et aux missions fixées ;
- changement de l'objet et des missions de l'AUDAP,
- dissolution de l'AUDAP.

ARTICLE IX – PROCEDURE MODIFICATIVE

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention est définie d'un commun accord entre les parties et fera l'objet d'un avenant.

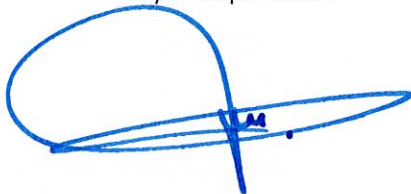
Les avenants ont vocation à préciser les éléments modifiés de la présente convention, sans toutefois remettre en cause l'objet de la convention.

ARTICLE X – REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de contentieux portant sur l'application de ladite convention d'objectifs, et à défaut de règlement à l'amiable, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Pau.

Fait à Bayonne le 9 avril 2019
en deux exemplaires

Pour le Syndicat des Mobilités
Pays Basque Adour



Le Président,
Claude Olive

Pour l'Agence d'Urbanisme
Atlantique & Pyrénées



La Présidente,
Nathalie MOTSCH



Petite caserne - 2 allée des Platanes
BP 628 - 64106 Bayonne cedex
Tél. 05 59 46 50 10 - Fax 05 59 46 50 30
contact@audap.org
siret 420 440 356 00046 - APE 7111Z



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 10/04/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/04/2019